



*Depuis plusieurs mois, les usagers luttent dans différentes régions (Bretagne, Centre) pour défendre leur hôpital. Sur Paris, la maternité des Bluets menacée par la rigueur budgétaire a obtenu un sursis. L'AP-HP, le plus grand groupe européen d'hôpitaux est lui aussi dans la tourmente.*

## Qui veut la peau de l'hôpital public ?

Après plusieurs années d'économies, et une dégradation de la prise en charge des patients de Paris, l'AP-HP affiche aujourd'hui un budget en déficit et risque de fermer des établissements.

Cet ensemble hospitalier unique en Europe, souffre comme la majorité des établissements publics de la guerre que lui a déclaré ce gouvernement libéral.

Après avoir fait payer les malades (franchises, forfaits hospitaliers, déremboursements), il s'attaque au fondement même de l'accès aux soins : l'Hôpital Public.

En privatisant les hôpitaux publics, en les transformant en usine à produire des actes, c'est l'accès aux soins pour tous qui disparaît.

Aujourd'hui l'hôpital doit se comporter comme une clinique privée, faire des bénéfices. Pour réaliser ceci, un seul moyen : trier les patients (les moins malades, les plus jeunes) ! Or l'hôpital, et c'est sa fierté, accueille tous les patients, quelque soit leur pathologie. C'est pourquoi les recettes du privé ne peuvent

s'appliquer au secteur public qui plus est, forme les personnels.

Tous les hôpitaux sont aujourd'hui en déficit, résultat : il faut fermer les moins rentables et regrouper les patients.

Déjà dans plusieurs régions, il faut faire des kilomètres pour trouver une structure d'urgence ! et le privé peut s'installer à la place avec des dépassements d'honoraires monstrueux.

A l'AP-HP, le regroupement prévoit 13 structures au lieu des 40 existantes aujourd'hui. Ceci permettant au secteur libéral de prendre la place.

Alors que chacun s'accorde à dire que l'attente aux urgences est parfois longue, qu'en sera t'il demain ?

Le Maire de Paris est encore le Président du Conseil d'Administration de l'AP-HP, même si la réforme prévoit de supprimer le CA.

Il est de sa responsabilité de défendre la population parisienne et ses hôpitaux, dernier rempart de solidarité.

**Usagers, politiques et salariés doivent se battre pour sauver l'hôpital public.**